

LES SUPPRESSIONS DE POSTES : ÇA SUFFIT !



La « réforme » Blanquer de la voie professionnelle s'inscrit dans un cadre bien précis que le SNUEP-FSU a toujours dénoncé : celui de réduire les moyens affectés aux services publics d'Éducation et par conséquent le nombre de fonctionnaires. Le ministre vient de le confirmer : 2600 suppressions de postes dans le second degré pour la rentrée 2019 !

Dans le contexte très dégradé des conditions de travail des personnels de lycées professionnels, le SNUEP-FSU dénonce ces suppressions de postes et reste déterminé à ne pas laisser faire !

Le projet de grilles horaires, présenté au Conseil Supérieur de l'Éducation le 10 octobre, entérinera une réduction des heures de cours et donc au moins 3500 suppressions de postes d'ici 2022. Sur l'ensemble de leur cursus les élèves de lycées professionnels perdront 7 semaines de cours en Bac Pro et 4 semaines en CAP. Les fusions de diplômes et la transformation du baccalauréat Gestion Administration seront aussi sources de suppressions.

Dans cette "réforme", l'intérêt des élèves et des personnels est inexistant. Elle est dans la lignée de la réforme de 2009 et la généralisation du Bac Pro en 3 ans où la réduction d'une année de la scolarité des élèves de l'enseignement professionnel a fait des dégâts considérables chez les jeunes comme chez les professeurs de lycée professionnel.

Le projet du président Macron est de déqualifier les emplois d'artisans, d'ouvrier·es, de technicien·nes. Par sa réforme, le ministre de l'Éducation nationale répond exactement à cet objectif. En lieu et place d'une prétendue « revalorisation de la voie professionnelle », il veut déprofessionnaliser les formations, transformer les diplômes en blocs de compétences et instaurer une concurrence sévère entre la voie scolaire et l'apprentissage. Il souhaite aussi en profiter pour imposer des pratiques pédagogiques par la mise en œuvre de la co-intervention. C'est une dégradation assurée des conditions de travail des personnels et d'études des jeunes qu'il orchestre.

Le SNUEP-FSU s'opposera fermement aux diminutions de moyens et suppressions de postes annoncées. Il porte un autre projet auprès du ministre en exigeant des créations et des moyens permettant une amélioration des conditions de travail des professeurs de lycée professionnel et d'études des élèves. Le SNUEP-FSU réaffirme l'importance d'une formation professionnelle initiale solide, équilibrée et basée sur l'obtention d'un diplôme – condition essentielle pour faire réussir tous les jeunes.

Dans le cadre de l'intersyndicale, le SNUEP-FSU appelle d'ores-et-déjà les personnels à se mobiliser par la grève le 27 septembre. Le SNUEP-FSU s'engage à poursuivre des actions et construire avec la FSU une riposte syndicale à la hauteur des attaques menées contre l'ensemble de l'Éducation.

Leur avenir *c'est mon métier*